

# À la suite des révélations du « Point », le patron de Google présente ses excuses à Thierry Breton

**VIDÉO.** « Je suis désolé que cela se soit passé de cette manière », a expliqué Sundar Pichai à propos d'un document interne appelant à « contrer » le commissaire européen pour affaiblir un règlement.

*Par Emmanuel Berretta, Guillaume Grallet*

Modifié le 15/11/2020 à 12:24 - Publié le 14/11/2020 à 18:45 | [Le Point.fr](#)

Sundar Pichai s'est entretenu en visioconférence avec Thierry Breton le jeudi 12 novembre. Le commissaire européen à l'Industrie, au Marché intérieur, au Numérique, à la Défense et à l'Espace s'exprimait depuis son bureau à Bruxelles, alors que le PDG de Google se trouvait chez lui, à Los Altos Hills, en Californie. Alors que celui qui chapeaute également Alphabet, la maison mère du moteur de recherche, a expliqué souhaiter se développer en Europe, Thierry Breton a coupé court à la conversation en lui montrant l'exemplaire du Point qui révélait l'existence (voir lien ci-dessous) du « DSA 60-Day Plan Update », un document confidentiel et interne à Google.

## **Un cadre législatif à l'espace informationnel pour les vingt prochaines années**

Assorti, sur la première page, de la mention « Privileged & Need-to-know » (accès confidentiel, à partager seulement entre ceux qui ont besoin de savoir), en dessous du logo de Google, ce document était destiné à mobiliser les membres de l'équipe de lobbying du moteur de recherche à tout faire pour vider de sa substance la nouvelle législation numérique en cours d'élaboration à Bruxelles : le Digital Services Act. Ce règlement qui entrera en vigueur au plus tard en 2023 abritera un arsenal d'outils législatifs très contraignants pour les géants d'Internet, une obligation de modération à hauteur de la haine en ligne, tout comme une obligation de résultat dans la lutte contre la désinformation par exemple. Le DSA ambitionne de donner un cadre législatif à l'espace informationnel pour les vingt prochaines années, comme s'y était engagée la présidente allemande de la Commission Ursula von der Leyen durant sa campagne en 2019. Il sera accompagné d'un texte cousin, le Digital Markets Act, qui envisage l'interdiction pour un moteur de recherche d'afficher en priorité ses services de voyages, tout comme il encadrera la pré-installation

d'applications sur les smartphones. En cas de non-respect, des sanctions très lourdes, allant jusqu'au démantèlement, pourront être appliquées.

S'il n'a absolument rien d'illégal – les entreprises ont bien le droit de défendre leur point de vue –, ce document étonnait tout de même par les méthodes conseillées pour contrer la Commission : la volonté de recourir aux services de l'État américain comme les bureaux de représentation du commerce ou encore les ambassades, ou encore celle de jouer sur les divisions entre les services à Bruxelles. Le document préconisait par exemple de « mobiliser le USG [le gouvernement américain, NDLR] et les alliés transatlantiques sur les problématiques de commerce ». Ailleurs, il y était question d'« encourager la DG Comp [abréviation de Directorate General for Competition, la direction générale de la concurrence] » à « déclencher un débat entre les services ». Bref, de semer la zizanie à Bruxelles.



Sundar Pichai, en discussion avec Thierry Breton, par visio-conférence.

« Qu'est-ce que c'est que cela ? Qu'est-ce que cela veut dire ? J'ai découvert ce document qui explique vouloir organiser » un « push back contre Breton », a, semble-t-il, expliqué le commissaire européen à Sundar Pichai avant de poursuivre : « Sundar, si vous avez quelque chose à me dire, dites-le moi ! Nous avons organisé une consultation très large, la plus large sur cette planète, pour donner à chacun l'opportunité de partager son feedback sur la façon dont nous devons réguler. » « C'est une méthode d'un autre siècle. Faire un "push back" (contrer, NDLR) un régulateur, mobiliser les services de l'État américain, ou encore expliquer que le DSA menace l'alliance transatlantique... Pas avec moi ! »

### **« Je suis désolé que cela se soit passé de cette manière »**

Après un silence, le PDG de Google a, d'après un témoin, alors déclaré : « Je n'avais pas vu le document, mais j'en prends la responsabilité. Nous sommes une très grande entreprise. Des personnes ont écrit ce document, et ne me l'ont pas montré. Je suis désolé que cela se soit passé de cette manière. Ce n'est certainement pas la façon dont je considère Google. » Après avoir rappelé qu'il avait une vision à long terme pour l'Europe, le numéro un de Google a tenu à expliquer en substance : « Je sais à quel point vous avez été droit et direct avec nous, j'apprécie cela et je ferai la même chose. »

### **« Internet ne doit pas demeurer un “Far West” »**

« La pandémie a mis en évidence le rôle – et la responsabilité – des grandes plateformes dans notre vie de tous les jours, que ce soit dans le travail à distance, l'éducation, les loisirs ou encore la façon de faire des affaires. Les citoyens européens s'attendent à bénéficier davantage, et non pas moins, du potentiel des activités en ligne. Mais Internet ne doit pas demeurer un “Far West” : nous avons besoin de règles claires et transparentes, un environnement prévisible, tout comme des droits et des obligations équilibrées. Tout ce qui est autorisé offline doit l'être online, et tout ce qui est interdit offline doit l'être online. C'est l'esprit du Digital Services Act », a expliqué par ailleurs le commissaire dans un communiqué à propos de cet échange, avant de préciser : « La position européenne est claire : tout le monde est le bienvenu sur notre continent – à partir du moment où nous respectons les règles. Nous sommes déterminés à offrir à nos citoyens et aux industries l'environnement le plus sûr et le plus compétitif du monde. »

Ce n'est pas la première fois que Thierry Breton engage un bras de fer avec les géants de la technologie. En mai dernier, à l'occasion d'une conférence organisée par le think tank bruxellois Cerre, le commissaire européen avait enjoint à Mark Zuckerberg de payer des impôts. « N'essayez pas de jouer au plus malin. Payez vos impôts si vous devez en payer. N'ayez pas recours aux paradis fiscaux. Payez vos impôts », avait alors expliqué le commissaire européen au cours de son échange avec le créateur de Facebook avant de conseiller : « être intelligent est une bonne chose, mais être trop intelligent avec les impôts n'est jamais une bonne idée ». Deux mois plus tôt, il demandait au créateur de Netflix Reed Hastings, de se passer de la haute définition lorsque cela était possible, pour permettre l'accès à Internet pour tous. Nul doute que le DSA, un texte contraignant pour les grandes plateformes d'Internet et qui devrait être présenté publiquement le 9 décembre, sera l'occasion de nouvelles passes d'armes.